

De la réduction
des gaz à effet de serre
à l'indépendance
énergétique
du Québec



MOT DE MARTINE OUELLET MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES

Avec la lutte contre les changements climatiques, l'augmentation importante du prix du pétrole et les bouleversements associés à l'exploitation des hydrocarbures non traditionnels, la question de l'énergie occupe l'avant-scène depuis une dizaine d'années.

Ces changements, qui se déroulent parfois bien loin d'ici, ont eu un effet direct sur l'économie québécoise.

Le Québec possède de nombreux outils et leviers pour s'adapter aux modifications du secteur mondial de l'énergie. Il est un important producteur d'énergie et presque la moitié de sa consommation énergétique est de source renouvelable, une proportion qu'on ne trouve presque nulle part ailleurs au monde. Malgré tout, le Québec doit aussi importer l'entièreté du pétrole et du gaz naturel qu'il consomme, ce qui représente 53 % de son assiette énergétique.

Solidaire de l'ensemble des citoyens de la planète, le Québec a entrepris de réduire de manière importante ses émissions de gaz à effet de serre. Pour ce faire, il lui faudra diminuer sa consommation d'hydrocarbures fossiles au moyen de vigoureux programmes d'efficacité énergétique et de transfert vers des énergies renouvelables, particulièrement dans le secteur des transports.

Si la direction à prendre est assez facile à énoncer, l'approche à retenir pour atteindre ces cibles reste à définir. Comment utiliser les importants surplus d'énergies renouvelables dont dispose le Québec? Comment s'assurer que les industries québécoises utilisent toujours mieux l'énergie afin d'améliorer leur compétitivité à l'échelle mondiale? Comment réussir l'électrification des transports? Quelle approche emprunter devant la possibilité que le sous-sol québécois recèle d'importantes réserves de pétrole?

Afin de susciter une réflexion commune sur l'ensemble de ces enjeux énergétiques et de mettre en place une nouvelle politique énergétique ambitieuse et tournée vers l'avenir, le gouvernement a mis sur pied une commission de consultation itinérante. Lors de ce vaste exercice démocratique, les Québécois auront l'occasion de faire connaître leur vision relative à l'avenir énergétique du Québec, que ce soit en prenant part aux séances publiques ou encore en soumettant un mémoire.

Je vous invite à participer activement aux consultations citoyennes, qui permettront de définir la nouvelle vision du Québec en matière d'énergie. Sur la base des commentaires recueillis, le gouvernement sera par la suite en mesure de déposer, en 2014, une toute nouvelle politique énergétique pour le Québec.

Pour l'avenir énergétique du Québec, je souhaite que cette commission suscite des échanges fertiles en idées!



Martine Ouellet
Ministre des Ressources naturelles



PRÉSENTATION DES COPRÉSIDENTS

M. Normand Mousseau est professeur de physique et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en physique numérique des matériaux complexes à l'Université de Montréal. Il suit également de près les dossiers de l'énergie et tout ce qui entoure l'exploitation responsable des ressources naturelles au bénéfice des Québécois.



Normand Mousseau



M. Roger Lanoue agit comme expert en planification stratégique, en énergie et en accessibilité d'eau potable auprès de groupes industriels, associatifs et universitaires à l'échelle internationale. Il a travaillé pendant plus de 13 ans chez Hydro-Québec, de 1991 à 2004, notamment à titre de vice-président pour la Division des services à la clientèle puis pour celle de la recherche et planification stratégique.



Roger Lanoue



Au cours des dernières années, la question énergétique est revenue sur le devant de la scène politique, économique et environnementale mondiale.

L'occasion est maintenant offerte à l'ensemble des Québécoises et des Québécois de faire entendre leur voix et de contribuer au prochain virage énergétique du Québec.

Un secteur en pleine mutation

Le secteur énergétique est en mutation. C'est pourquoi le Québec doit se positionner afin de relever et d'anticiper les défis que cette mutation lui impose.

- Les changements climatiques sont une réalité impossible à nier aujourd'hui. Le Québec est une des rares administrations nord-américaines à avoir adopté une cible qui s'aligne sur les grands traités internationaux et à avoir placé la lutte contre les changements climatiques parmi ses priorités. La cible du gouvernement actuel est de 25 % de réduction des émissions de GES en 2020. Cette décision impose de nouvelles contraintes quant à l'utilisation de l'énergie.
- De 2002 à 2008, le prix du baril de pétrole a été multiplié par cinq. Cela coûte très cher au Québec. En 2012, l'importation de pétrole représentait 13,7 milliards de dollars de son déficit commercial sur un total de 20,8 milliards de dollars.
- Parallèlement, l'exploitation des hydrocarbures non traditionnels, surtout le gaz de schiste, a bouleversé le marché de l'énergie en Amérique du Nord. La disponibilité accrue de cette source d'énergie a fait chuter le prix de l'électricité et diminuer considérablement l'intérêt pour les énergies renouvelables.

Le Québec se distingue

Le Québec doit s'appuyer sur des avantages et des réalités structurelles qui lui sont propres :

- Près de 50 % des besoins énergétiques du Québec sont satisfaits par des sources d'énergie renouvelable produite au Québec, ce qui en fait un des plus importants producteurs d'énergie renouvelable au monde.
- Le Québec dispose actuellement d'importants surplus d'énergie propre et peu coûteuse. Alors que le reste de la planète cherche à remplacer l'énergie polluante par de l'énergie propre, le défi du Québec est d'apprendre à utiliser son énergie propre le plus efficacement possible et d'en faire un levier important de prospérité.
- Plus d'un millier d'entreprises travaillent dans le domaine de l'énergie au Québec, tant dans le secteur manufacturier que dans celui des services. La nouvelle politique énergétique peut donc s'appuyer sur une base industrielle forte pour faire face aux défis qui se présentent.

Les défis du Québec

- Avec une consommation moyenne de 5 tonnes équivalent pétrole (tep) par habitant, les Québécois comptent parmi les plus grands consommateurs d'énergie au monde. Si cette demande s'explique notamment par la rudesse du climat, la géographie et les choix de développement économique du Québec, il est clair que l'on peut et que l'on doit viser à améliorer notre efficacité énergétique.
- Les besoins en pétrole augmentent plus rapidement que la population, malgré l'amélioration des véhicules. Cette augmentation est due au nombre croissant de véhicules sur nos routes.

Les objectifs poursuivis par le gouvernement

La politique énergétique visera six objectifs stratégiques :

1. Réduire les émissions de gaz à effet de serre;
2. Utiliser les surplus d'électricité pour accentuer l'électrification des transports et développer l'industrie;
3. Favoriser l'efficacité énergétique dans tous les secteurs et pour toutes les sources d'énergie pour le développement des régions;
4. Miser sur la production d'énergies renouvelables (hydroélectricité et éoliens) et développer les énergies renouvelables émergentes (hydrolienne, solaire passif, géothermique, etc.) en favorisant le développement et l'innovation;
5. Explorer et exploiter de façon responsable les réserves d'hydrocarbures du territoire et valoriser cette ressource afin d'enrichir tous les Québécois;
6. Assurer à long terme la sécurité et la diversité des approvisionnements énergétiques du Québec.

Perspectives d'action

Déjà, quelques pistes particulièrement intéressantes sont soumises aux citoyens :

1. Faire de **l'efficacité énergétique** et du levier de **l'énergie propre** deux piliers du développement économique du Québec.
2. Réduire une part importante de la consommation d'hydrocarbures au profit de la consommation d'électricité en misant sur **l'électrification des transports** tant collectifs qu'individuels, ce qui positionnerait le Québec à l'avant-garde à l'échelle mondiale.
3. Planifier **l'aménagement du territoire** en intégrant les considérations énergétiques comme une des valeurs centrales.

L'électrification des transports

Le gouvernement du Québec fait de l'électrification des transports une de ses priorités. L'abondance d'une électricité propre et renouvelable, la présence de centres de recherche reconnus, la capacité d'innovation de nos entreprises de même que la volonté de réduire nos émissions de GES sont autant de raisons qui poussent le Québec à vouloir s'imposer comme l'un des leaders mondiaux en ce domaine. Ce projet mobilisateur est porteur de changements structurants et de possibilités multiples pour la population comme pour les entreprises du Québec. Des mines de lithium jusqu'à la production de composantes de véhicule électrique, l'électrification de nos transports aura pour effet d'enrichir le Québec. Hydro-Québec détient des avantages stratégiques pour jouer un rôle déterminant dans ce projet de société.

Gérer les hydrocarbures

Quelles que soient les orientations retenues dans la future politique énergétique, les hydrocarbures continueront d'occuper une place importante dans le bilan énergétique et économique du Québec. En effet, même si le Québec atteignait la cible de réduction des émissions de GES de 25 %, il consommerait encore plus de 15,5 Mtep de pétrole, de gaz naturel et de charbon annuellement. Dans ce contexte, les défis associés à la gestion des hydrocarbures demeureront grands :

- Mettre en place un modèle de gestion des ressources de pétrole afin d'évaluer la pertinence de tout projet d'exploitation de ce type de ressources au Québec, dans le respect de l'environnement en maintenant le dialogue avec les communautés et en maximisant les retombées économiques collectives;
- Encadrer correctement les projets de mise en valeur proposés;
- Assurer la sécurité des approvisionnements en gaz naturel et en pétrole;
- Tendre vers une utilisation optimale des hydrocarbures;
- Poursuivre les efforts en recherche et développement dans le domaine des biocarburants et autres carburants efficaces et propres.

Des études récentes démontrent l'existence de formations géologiques propices à la présence d'un potentiel pétrolier au Québec. Dans l'est du Québec, trois secteurs ont reçu une attention particulière et ont fait l'objet d'activités d'exploration plus soutenues depuis les dernières années. Les secteurs de la Gaspésie, de l'île d'Anticosti ainsi que d'Old Harry recèleraient un potentiel exploitable qui reste toutefois à démontrer.

Pour le gouvernement, il est nécessaire de mettre en place un encadrement adéquat avant d'aller de l'avant dans la mise en valeur des hydrocarbures au Québec. Ces conditions doivent prendre en compte les 16 principes de la Loi sur le développement durable qu'on peut regrouper sous quatre axes :

1. La protection de l'environnement sous toutes ses facettes;
2. Le respect des communautés;
3. L'optimisation des retombées économiques pour l'ensemble des Québécois d'aujourd'hui et de demain;
4. Une supervision et un encadrement serrés.

Calendrier des consultations

Pour connaître les villes visitées et les dates des consultations publiques, visitez le site Internet consultationenergie.gouv.qc.ca.

Commission
sur les enjeux
énergétiques

Québec 

UN
QUÉBEC
POUR TOUS